



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les dossiers du PCF(mlm)

Le matérialisme dialectique et la compréhension de la vie

La contradiction entre les villes et les campagnes



Mai 2010 (1^{re} édition)

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)



Résumé

« Plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature... »

(Friedrich Engels, Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme - 1878)

Le capitalisme s'est formidablement développé avec la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel. Cette contradiction a été visible dès le début, avec les capitalistes d'un côté, et le prolétariat de l'autre. Mais depuis une trentaine d'années, et de manière toujours plus grande, de manière toujours plus sanglante en ce début de XXIe siècle, nous pouvons prendre conscience de la non moins grande importance de la seconde contradiction du capitalisme : celle entre les villes et les campagnes.

La planète subit des assauts incessants, des attaques de dimension toujours plus énorme, et l'ensemble de la vie sur Terre est menacé par une orgie de destruction, parce que les villes avalent les campagnes, engloutissent la nature, jusqu'aux océans...

1.

« Plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature... »

(Friedrich Engels, Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme - 1878)

Le capitalisme s'est formidablement développé avec la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel. Cette contradiction a été visible dès le début, avec les capitalistes d'un côté, et le prolétariat de l'autre. Mais depuis une trentaine d'années, et de manière toujours plus grande, de manière toujours plus sanglante en ce début de XXIe siècle, nous pouvons prendre conscience de la non moins grande importance de la seconde contradiction du capitalisme : celle entre les villes et les campagnes.

La planète subit des assauts incessants, des attaques de dimension toujours plus énorme, et l'ensemble de la vie sur Terre est menacé par une orgie de destruction, parce que les villes avalent les campagnes, engloutissent la nature, jusqu'aux océans.

D'ici 50 ans, au rythme actuel, la planète Terre sera un champ de ruines et un monde de mort, où la jeunesse humaine sera d'une haine

terrible pour ceux qui dans le passé savaient, et n'ont rien fait, préférant leur propre « confort ».

Faut-il alors regretter le passé, se tourner vers lui ? Non, c'est une attitude romantique, au cœur de l'idéologie fasciste. Le fascisme a comme noyau idéologique le fait de contourner la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, en prétendant retourner en arrière au nom de la contradiction entre les villes et les campagnes.

Non, ce que nous devons faire, c'est tracer la voie pour dépasser la contradiction entre les villes et les campagnes ; l'humanité doit impérativement reculer et comprendre sa place dans la biosphère. Oui, les villes doivent reculer, elles doivent desserrer leur emprise sur le monde, afin que les humains puissent vivre comme il se doit, comme les animaux qu'ils sont. C'est une question de civilisation : quelle civilisation voulons-nous ?

Celle d'un monde bétonné où les humains sont esclaves du capital cherchant toujours davantage à se reproduire, à s'élargir, engloutissant la planète entière, considérant la planète Terre comme un gros caillou ?

Ou bien devons-nous avoir comme programme le communisme, c'est-à-dire une civilisation sans classes ni État, où l'humanité

existe sur la planète Terre en comprenant que celle-ci est une biosphère?

L'URSS de Staline et la Chine populaire de Mao Zedong avaient parfaitement compris cette question. Les thèses sur la biosphère, expliquées par Vernadsky, ont été assumées par l'URSS de Staline qui s'est également orientée dans la résolution de la contradiction entre les villes et les campagnes. Il est impossible de comprendre la socialisation des campagnes en URSS, la généralisation des Kolkhozes et des Sovkhozes, sans comprendre justement cet objectif : la fondation de centres semi-urbains semi-ruraux, de très haut niveau culturel.

De la même manière, il est impossible de comprendre les communes populaires chinoises sans voir que leur identité était exactement contraire à ce que Deng Xiaoping a réalisé par la suite : un développement totalement débridé, déséquilibré, exploitant et polluant de manière massive. Les communes populaires visaient un développement équilibré, avec un refus attentif de toute pollution ; il s'agissait d'avancer dans la résolution de la contradiction entre les villes et les campagnes, prudemment, en ayant conscience de cet objectif communiste.

Mais comment est née théoriquement la compréhension de la contradiction entre les villes et les campagnes ?

Cette compréhension a été l'œuvre de Karl Marx et Friedrich Engels. Les deux fondateurs du marxisme ont compris la nature de l'être humain, ils savaient parfaitement que l'être humain est un animal, et par conséquent ils ont considéré les villes, telles qu'elles existent dans le capitalisme, comme étant nécessairement passagères dans l'histoire de l'humanité. Voyons ici comment s'est établie cette compréhension, avec deux citations de Friedrich Engels : une sur les villes et une sur le rapport inévitable et fondamental entre les humains et la nature.

Voyons tout d'abord comment Friedrich Engels a parfaitement compris l'absence de

morale exigée par les rapports capitalistes dans les grandes villes, et ce d'une manière incroyablement profonde :

La cohue des rues a déjà, à elle seule, quelque chose de répugnant, qui révolte la nature humaine.

Ces centaines de milliers de personnes, de tout état et de toutes classes, qui se pressent et se bousculent, ne sont-elles pas toutes des hommes possédant les mêmes qualités et capacités et le même intérêt dans la quête du bonheur ? Et ne doivent-elles pas finalement quêter ce bonheur par les mêmes moyens et procédés ?

Et pourtant, ces gens se croisent en courant, comme s'ils n'avaient rien de commun, rien à faire ensemble, et pourtant la seule convention entre eux est l'accord tacite selon lequel chacun tient sur le trottoir sa droite, afin que les deux courants de la foule qui se croisent ne se fassent pas mutuellement obstacle ; et pourtant, il ne vient à l'esprit de personne d'accorder à autrui ne fût-ce qu'un regard.

Cette indifférence brutale, cet isolement insensible de chaque individu au sein de ses intérêts particuliers, sont d'autant plus répugnants et blessants que le nombre de ces individus confinés dans cet espace réduit est plus grand.

Et même si nous savons que cet isolement de l'individu, cet égoïsme borné sont partout le principe fondamental de la société actuelle, ils ne se manifestent nulle part avec une impudence, une assurance si totales qu'ici, précisément, dans la cohue de la grande ville.

La désagrégation de l'humanité en monades, dont chacune a un principe de vie particulier et une fin particulière, cette atomisation du monde est poussée ici à l'extrême. Il en résulte aussi que la guerre sociale, la guerre de tous contre tous, est ici ouvertement déclarée.

Comme l'ami Stirner [théoricien de l'ultra-individualisme de type anarchiste], les gens ne se considèrent réciproquement que comme des sujets utilisables ; chacun exploite autrui et le résultat c'est que le fort foule aux pieds le faible et que le petit nombre de forts, c'est-à-dire les capitalistes s'approprient tout, alors qu'il ne reste au grand nombre des faibles, aux pauvres, que leur vie et encore tout juste.

(La situation de la classe laborieuse en Angleterre)

Ces phrases datent du milieu du XIXe siècle, mais Friedrich Engels a parfaitement compris la tendance de fond, le caractère anonyme et inhumain des villes et le fait qu'elles sont façonnées par la bourgeoisie pour satisfaire ses besoins.

Mais si Friedrich Engels a compris cela, s'il affirme que ces villes sont inadaptées aux êtres humains, c'est parce qu'il a saisi ce qu'est l'être humain, et sa nécessité de ne plus faire qu'un avec la nature :

Bref, l'animal utilise seulement la nature extérieure et provoque en elle des modifications par sa seule présence ; par les changements qu'il y apporte, l'être humain l'amène à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'être humain et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'être humain la doit.

Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité.

Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux.

Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule. Et ainsi les faits nous

rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.

Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les conséquences plus proches ou plus lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès des sciences de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser.

Mais plus il en sera ainsi, plus les êtres humains non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'être humain et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé.

(Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme)

Avec la science, l'être humain peut vivre en harmonie avec la nature, et non pas de manière précaire comme lors du communisme primitif, au début de l'humanité, mais de manière planifiée : c'est le sens du communisme.

2.

« Certes, la civilisation nous a laissé, avec les grandes villes, un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer et elles le seront, même si c'est un processus de longue durée... »

(Engels)

Les villes doivent reculer : telle est la conclusion que nous avons vue dans une première partie au

sujet de la contradiction entre les villes et les campagnes. intellectuel.

Cela découle nécessairement du point de vue communiste. Mais ce point de vue a-t-il été en tant que tel celui des fondateurs du marxisme, les immenses Karl Marx et Friedrich Engels ?

Oui, tel a été leur point de vue. Les grandes villes sont quant à elles nées avec le capitalisme, et elles mourront avec lui : telle est la thèse du marxisme.

Voici comment Friedrich Engels résume la thèse communiste sur la naissance des villes :

La lutte de la bourgeoisie contre la noblesse féodale est la lutte de la ville contre la campagne, de l'industrie contre la propriété foncière, de l'économie monétaire contre l'économie naturelle, et les armes décisives des bourgeois dans cette lutte furent leurs moyens de puissance économique accrus sans arrêt par le développement de l'industrie, d'abord artisanale, puis progressant jusqu'à la manufacture, et par l'extension du commerce.

(Anti-Dühring)

Rappelons qu'avant le féodalisme (vaincu par le capitalisme), il y a eu le mode de production esclavagiste, et encore auparavant le communisme primitif.

Il est donc logique de considérer que le capitalisme et ses villes céderont la place à un rapport à la nature, qui sera le même que lors du communisme primitif.

Pour que l'être humain soit véritablement un être humain, il doit épanouir toutes ses facultés, et le capitalisme, le travail non communiste en général, exploite ses facultés, en emprisonnant l'être humain sur le plan émotionnel, sur le plan mental, sur le plan moral, sur le plan physique...

Par conséquent, les villes doivent être dépassées, tout comme le capitalisme qui lui a donné naissance. Car comme l'explique Friedrich Engels, les villes sont l'expression, pour ainsi dire développée à l'échelle de la planète, de la contradiction entre le travail manuel et le travail

Dans toute société dont la production suit un développement naturel – et la société actuelle est dans ce cas – ce ne sont pas les producteurs qui dominent les moyens de production, mais les moyens de production qui dominent les producteurs.

Dans une telle société, tout levier nouveau de la production se convertit nécessairement en un moyen nouveau d'asservissement des producteurs aux moyens de production.

Cela est vrai surtout pour le levier de la production qui, avant l'introduction de la grande industrie, était de loin le plus puissant : la division du travail.

La première grande division du travail elle-même, la séparation de la ville et de la campagne, a condamné la population rurale à des milliers d'années d'abâtissement et les citadins chacun à l'asservissement à son métier individuel.

Elle a anéanti les bases du développement intellectuel des uns et du développement physique des autres.

Si le paysan s'approprie le sol et le citadin son métier, le sol s'approprie tout autant le paysan et le métier l'artisan.

En divisant le travail, on divise aussi l'être humain. Le perfectionnement d'une seule activité entraîne le sacrifice de toutes les autres facultés physiques et intellectuelles.

(Anti-Dühring)

C'est à cette œuvre de Friedrich Engels que fait référence Staline, lorsqu'il rappelle en 1951 dans « Les problèmes économiques du socialisme » que le socialisme a comme tâche le dépassement de la contradiction entre les villes et les campagnes.

Quelle est la position de Friedrich Engels ? Ce dernier nous dit très clairement que le développement de la civilisation vers le communisme exige la disparition des grandes villes, c'est-à-dire des villes telles qu'elles se sont développées dans le capitalisme.

Lisons ici les propos de Friedrich Engels, qui sont d'un grand enseignement pour le PCMLM :

Seule une société qui engène

harmonieusement ses forces productives l'une dans l'autre selon les lignes grandioses d'un plan unique peut permettre à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement et au maintien ou au développement des autres éléments de la production.

La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible.

Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique.

Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies. [...]

La suppression de la séparation de la ville et de la campagne n'est donc pas une utopie, même en tant qu'elle a pour condition la répartition la plus égale possible de la grande industrie à travers tout le pays.

Certes, la civilisation nous a laissé, avec les grandes villes, un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer et elles le seront, même si c'est un processus de longue durée.

(Anti-Dühring)

Le socialisme est donc par définition écologique, c'est-à-dire reconnaissant que la planète n'est pas un caillou et que l'humanité est une composante de la nature : le socialisme pose l'objectif communiste du dépassement des villes, par la naissance de grands centres semi-urbains semi-ruraux, qui n'entrent pas en conflit avec la nature, mais en sont même d'une certaine manière une composante, en tant qu'élément de la biosphère.

3.

La question de la contradiction entre les villes et les campagnes n'est pas une question secondaire, sur laquelle il ne faudrait s'attarder qu'après la

révolution.

Bien au contraire, c'est une question clef de la révolution, et ce d'autant plus en France, comme l'enseignent deux moments historiques : la Commune de Paris de 1871 et le mouvement étudiant-populaire de mai-juin 1968.

Il faut bien voir qu'au lendemain de mai-juin 1968, les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 sont marquées non pas par une victoire de la gauche, mais par un raz-de-marée de la droite, qui rassemble 58,1 % des suffrages.

C'est une défaite largement intériorisée par l'extrême-gauche, qui va à partir de là se « méfier » de ce qui est non parisien, et surtout ne relevant pas des grands centres urbains.

À cela s'ajoutent deux autres phénomènes très importants : la France des petits propriétaires qui formera le noyau dur de la stabilité de la 3ème République, et la construction de cités-dortoirs à partir des années 1960, dans le prolongement des conceptions social-démocrates et fascistes de l'avant-guerre.

Là aussi, l'exemple parisien fut déterminant.

Enfin, un élément idéologique se surajoute bien entendu à cela : le jacobinisme, qui joue un rôle déterminant dans l'idéologie « républicaine » de l'État bourgeois, dans la continuité de fait par rapport au centralisme de Louis XIV.

Il est à peu près évident que, sans comprendre cette question de la contradiction entre les villes et les campagnes, on condamne la révolution à être isolée des grandes masses populaires.

Et d'ailleurs justement, en ce qui concerne la France, force est de constater que le premier mouvement fasciste qui s'y est développé – et qui est sans doute historiquement le premier mouvement fasciste – a revendiqué la décentralisation.

L'Action Française prônait un régime nationaliste donc monarchiste, caractérisé par la décentralisation, le Roi étant précisément le garant de l'unité nationale (d'où le slogan « le royalisme c'est l'anarchie plus un »).

Son théoricien Charles Maurras mettait ainsi en avant une forme de fédéralisme, tout comme le principal intellectuel du premier fascisme français, Maurice Barrès, dont l'œuvre centrale « Les déracinés » souligne l'importance de l'attachement charnel à la terre.

Aujourd'hui, en ce début de 21ème siècle, le fascisme tient un même discours, notamment avec les « identitaires » ; toutefois, tout le spectre des idéologies fascistes françaises est inévitablement obligé de tenir un discours anti-parisien.

Cela est inévitable, puisque le fascisme se veut « révolutionnaire » et que Paris est le centre de pouvoir. Le succès du fascisme en France repose justement sur cette ligne anti-Paris en tant que centre de pouvoir, alors que l'extrême-gauche prône bien souvent une culture parisienne « qui aille jusqu'au bout » (l'esprit de 1848, l'identité communarde, la culture de mai 1968).

Le PCMLM doit ainsi parfaitement comprendre, de manière matérialiste, cette réalité parisienne et française, et rien que les chiffres parlent déjà d'eux-mêmes.

En superficie, Paris est une très petite ville : 105 km², contre 182 km² pour Milan, 219 km² pour Amsterdam, 228 km² pour Bucarest, 415 km² pour Vienne, 607 km² pour Madrid, 640 km² pour Zagreb, 800 km² pour Kiev, 891 km² pour Berlin.

C'est une centralisation bourgeoise absolument extrême. Car en pratique, Paris est une ville invivable : la densité de Paris avec ses 20 arrondissements est de 20 450 habitants et habitantes au km², ce qui en fait une ville dont la densité équivaut à celle de Bombay ou Calcutta, deux villes typiques de pays semi-coloniaux semi-féodaux et qui n'ont pas 2,2 millions d'habitants et d'habitantes comme Paris, mais respectivement 14,3 et 12,7 millions !

De la même manière, l'Île-de-France est la plus petite région de la France métropolitaine après l'Alsace, avec sa superficie de 12 012 km². Mais

sa population est la plus importante en proportion : 11,7 millions de personnes y habitent, soit près de 19 % de la population française, ainsi que par le produit intérieur brut : 28,6 % du PIB total de la France métropolitaine.

On voit bien l'importance du capitalisme dans son organisation de l'espace, et cela d'autant plus que sur le plan de la concentration, 80 % de l'Île-de-France est composée d'espaces agricoles ou naturels, la population se concentrant sur 20 % de la surface !

Paris est ainsi un monstre à l'échelle nationale, et une sorte de trou noir pour tout son environnement direct : la seule ville voisine de Paris dépassant 100 000 habitants et habitantes est celle de Boulogne-Billancourt, et encore de très peu avec 106 300 habitants et habitantes ; les plus grandes stagnent autour de 90 000 (Nanterre, Argenteuil, Créteil, Montreuil...), et encore faut-il noter qu'il y a justement le projet de « Grand Paris », visant à agrandir administrativement la ville.

La ville de Paris est également deux fois plus peuplée que chaque département formant la banlieue parisienne : la Seine-et-Marne (1 232 000 habitants et habitantes), les Yvelines (1 370 000), l'Essonne (1 153 000), les Hauts-de-Seine (1 471 000), la Seine-Saint-Denis (1 396 000), le Val-de-Marne (1 239 000) et le Val-d'Oise (1 122 000).

L'arrogance parisienne est donc un phénomène réel, un phénomène s'appuyant tant sur la domination administrative que sur la centralisation des richesses.

Ce chauvinisme parisien est très puissant, et on peut penser comme symbole au club de rugby parisien le Stade Français, qui prend comme prétexte sa naissance à la fin du XIXe siècle au lycée Saint-Louis pour mettre sur l'un de ses maillots la reine Blanche de Castille, mère de Saint-Louis. Mais ce qui se cache derrière est

bien entendu l'allusion à l'intégration au royaume, sous cette reine, du Sud de ce qui forme aujourd'hui la France...

Pour que le PCMLM fasse avancer et triompher la révolution socialiste, il doit ainsi y avoir une compréhension juste de la centralisation organisée par la bourgeoisie à l'échelle nationale, et de la critique romantique de cette centralisation qui est mise en avant par le fascisme.

4.

Quand on pense à la domination de Paris, on pense souvent à Louis XIV et à Napoléon. Il serait juste d'ajouter une troisième figure : Napoléon III.

Car la domination absolue de Paris n'est pas que le reflet de l'idéologie centraliste française de type bourgeoise : la ville elle-même est née dans le cadre du capitalisme en plein développement. La bourgeoisie française a façonné Paris à son image, et donc selon ses besoins.

L'une des erreurs malheureusement répandues est par exemple de penser que Georges-Eugène Haussmann est seulement à l'origine des grands boulevards parisiens, construits en rasant des quartiers populaires.

Cela est erroné, car n'étant qu'un seul aspect de la réalité. En pratique, plus de la moitié de la ville a été construite sous son égide, entre 1852 et 1870. Paris forme alors une sorte de bloc, profitant d'une architecture homogène, avec au sein même des immeubles des espaces pour les domestiques (escaliers de service, chambres de bonnes, etc.).

La naissance des immeubles haussmanniens a nécessité la destruction de 20 000 immeubles, mais a permis l'avènement d'une identité bourgeoise, et d'une ville adaptée à son existence.

Et il faut bien voir que la période d'activité du Baron Haussmann en tant que préfet de la Seine s'étale de 1853 à 1870 et correspond à la

domination de Napoléon III.

On attribue à Napoléon III la citation : « Surtout n'ayez pas peur du peuple, il est plus conservateur que vous ! » Napoléon III n'est en effet pas une figure « réactionnaire », mais l'un des grands modernisateurs de la France : l'idéologie républicaine d'aujourd'hui lui doit énormément.

En fait, c'est Claude Henri de Rouvroy de Saint-Simon qui est l'un des principaux théoriciens du « social » au sein du capitalisme, et Napoléon III est celui qui va appliquer dans la pratique ses thèses, avec une intervention étatique forte, soi-disant pour contrer la pauvreté, en réalité pour moderniser.

Ainsi, l'évolution de Paris ne vise finalement pas tant à abolir la pauvreté qu'à adapter celle-ci au capitalisme : si Paris est connue dans le monde, c'est en tant que ville des grands magasins, des grandes avenues modernes et commerciales (comme les Champs-Élysées, définitivement aménagés au XIXe siècle), des expositions internationales (la tour Eiffel est née pour l'exposition universelle de 1889), de la vie moderne, du Père Lachaise (cimetière de type « nouveau » se développant tout au long du XIXe siècle) jusqu'au Moulin Rouge (fondé en 1889 dans le quartier de Pigalle qui connaît son essor durant exactement la même période).

La « clarté » de la ville de Paris aux grandes avenues correspond à l'idéologie de Napoléon III, qu'on pourrait résumer en deux mots : réguler et surveiller. Georges-Eugène Haussmann justifiait pareillement ses modifications urbaines, correspondant « au triple besoin de la sécurité, de la circulation et de la salubrité ».

Voilà le fond de l'idéologie bourgeoise « républicaine », qui se donne une image « progressiste » et « nationale », mais en réalité façonne la réalité urbaine selon les besoins de la bourgeoisie.

Napoléon III se voulait même « l'empereur des

ouvriers », et avait notamment écrit « L'extinction du paupérisme » en 1844, où il recherchait la voie pour « répandre dans les classes ouvrières l'aisance, l'instruction, la morale, afin d'en extirper le paupérisme sinon en entier, du moins en grande partie ».

C'est une idéologie social-démocrate avant la lettre, ou bien l'équivalent du « socialisme prussien », ces réformes par en haut destinées à moderniser la Prusse où les aristocrates se transforment en capitalistes ultra-autoritaires, notamment dans les campagnes (les « junkers »).

C'est également logiquement sous Napoléon III que se généralisent les cités ouvrières, créées par les capitalistes eux-mêmes, avec parfois comme conseiller Pierre Guillaume Frédéric Le Play, une figure ultra-conservatrice proche de Napoléon III et ayant le même souci d'organiser la paix sociale.

On doit voir ici que Napoléon III a rencontré à de très nombreuses reprises Pierre-Joseph Proudhon, ce dernier plaçant tous ses espoirs en l'empereur. Et ce n'est d'ailleurs naturellement pas un hasard que Pierre-Joseph Proudhon, partisan de la petite propriété et d'une banque sans profits, se soit reconnu dans Napoléon III, partisan des initiatives étatiques dans tous les domaines pour aménager la société favorablement au capitalisme.

C'est en effet avec Napoléon III que se développe la figure du petit propriétaire, qui sera au cœur de l'identité de la troisième république, ou même de toutes les républiques bourgeoises françaises. Napoléon III en avait une conception précise.

Dans « L'extinction du paupérisme », il écrit :

La classe ouvrière n'est rien, il faut la rendre propriétaire. Elle n'a de richesses que ses bras, il faut donner à ces bras un emploi utile pour tous. Elle est comme un peuple d'ilotes au milieu d'un peuple de sybarites. Il faut lui donner une place dans la société et attacher ses intérêts à

ceux du sol.

Enfin, elle est sans organisation et sans liens, sans droits et sans avenir : il faut lui donner des droits et un avenir, et la relever à ses propres yeux par l'association, l'éducation, la discipline.

Napoléon III envisageait également « l'établissement (pour les ouvriers, les déracinés) de colonies dans les parties les plus incultes de la France au moyen de capitaux fournis par l'État », et une citation de lui est révélatrice : « Je suis socialiste, l'Impératrice est légitimiste, Morny est orléaniste, le Prince Napoléon est républicain... Il n'y a que Persigny qui soit bonapartiste et il est fou. »

Karl Marx, le point de départ de l'idéologie du PCMLM, a longuement analysé les luttes de classes se déroulant alors, et notamment la figure de Napoléon III.

Comme il dit de lui dans « Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte » :

Le pouvoir d'État ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les paysans parcellaires.

De même que les Bourbons avaient été la dynastie de la grande propriété foncière et les Orléans la dynastie de l'argent, les Bonapartes sont la dynastie des paysans, c'est-à-dire de la masse du peuple français. [...]

Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille.

Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre.

Comme on le voit, le projet « socialiste » de

Napoléon III est quelque chose de très raisonné ; il se n'agit nullement d'une posture, mais d'une identité : Napoléon représente la « France profonde », celle des paysans parcellaires, et de par sa nature il est de plus en plus subordonné à la bourgeoisie, qui d'ailleurs finit par se débarrasser de lui à la première occasion.

La petite propriété est ainsi comprise comme le rempart face aux « rouges », et le sera effectivement en 1871, puis en 1968, tout comme d'ailleurs en 1945 où le Parti Communiste choisira finalement la participation au gouvernement plutôt que la prise du pouvoir dans le prolongement de la Résistance.

La contradiction entre les villes et les campagnes révèle ici sa dimension, son ampleur : impossible de mener la révolution en France sans connaître et comprendre cela.

5.

Il n'y a pas de juste compréhension du fascisme et de la social-démocratie sans juste compréhension de la contradiction entre les villes et les campagnes.

Que fascisme et social-démocratie soient les deux aspects de la même pièce se montre très bien, précisément avec leur compréhension des villes et des campagnes.

Ainsi, le très grand « classique » de géographie intitulé « Paris et le désert français » (1947), a été écrit par Jean-François Gravier (1915-2005), qui s'est retrouvé dans le pétainisme, tout comme il s'était retrouvé dans l'Action Française, cette organisation royaliste prônant la décentralisation en se référant à Pierre-Joseph Proudhon, et critiquant justement la révolution française notamment pour son jacobinisme.

Jean-François Gravier, ancien fonctionnaire de Vichy dans la planification urbaine, dit dans son ouvrage : « dans tous les domaines, l'agglomération parisienne s'est comportée

depuis 1850, non pas comme une métropole vivifiant son arrière-pays, mais comme un groupe « monopoleur » dévorant la substance nationale. »

Et si Jean-François Gravier peut affirmer dans son ouvrage que « les tentacules de Paris s'étendent ainsi sur tout le territoire », c'est pour une raison simple : Maurice Barrès est passé par là.

Le plus grand théoricien de l'extrême-droite de la fin du XIXe siècle a tout misé sur la critique de la décadence du régime, et sa série de romans formant « Le Roman de l'énergie nationale » attaque de manière frontale la ville anonyme de Paris magnétisant la population française et massacrant le lien aux ancêtres, ou comme il dit le lien « à la terre et aux morts. »

De la même manière, si on considère Honoré de Balzac comme un réaliste sur le plan littéraire, il faut se souvenir qu'il est avant tout un romantique, qui critique les villes et leur nature malsaine, étant réaliste « malgré lui » parce qu'il constate leur triomphe.

Dans ce cadre, le pétainisme est donc à considérer comme le fruit logique de la question parisienne. La « révolution nationale » se pose comme antithèse à la domination républicaine et parisienne ; elle entend sauver « l'énergie nationale » que vole Paris, afin d'empêcher la naissance de ceux que Maurice Barrès avait appelé « les déracinés ».

Impossible de voir cela sans avoir la vision qu'a le PCMLM de la contradiction entre les villes et les campagnes.

Et il ne s'agit pas seulement de comprendre l'influence d'un auteur comme Jean Giono, dont le roman « Regain » est la synthèse de l'idéologie de la nostalgie du village, du travail artisanal, de la communauté quasi féodale.

Le principal protagoniste disant « Hue, avance le nègre » au cheval exploité pour faire revivre un village vidé de ses habitants, c'est tout un symbole du romantisme, du fascisme.

Car il n'est ainsi aucunement un hasard que le thème de la décentralisation ait été apporté à la gauche par François Mitterrand, qui historiquement a initialement été attiré par l'extrême-droite et qui a eu un parcours dans le régime de Vichy.

De la même manière, le principe des « grands ensembles » passe directement de la social-démocratie au fascisme, puis du fascisme à la social-démocratie !

Fascisme et social-démocratie entendent en effet se confronter au capitalisme, mais sans pour autant accepter le communisme. Inévitablement, leurs tendances historiques fusionnent ; ce sont, comme l'a dit Staline, « des frères jumeaux ».

Il faut savoir que dès les années 1930, les partisans de la « troisième voie » entre capitalisme et socialisme prônaient une remise en cause du monde industriel, comme avec le centre d'études économiques né à Polytechnique (surnommée « l'X ») né en 1931 sous le nom de « X crise. » On retrouve les mêmes principes à l'école d'Uriage, qui va fournir l'État pétainiste en hauts fonctionnaires.

La « revitalisation » des campagnes jouait un rôle essentiel dans une idéologie tentant de freiner à tout prix la naissance d'un prolétariat urbanisé, organisé et tombant inévitablement dans l'idéologie « moderne » qu'est le communisme. Les plans faits par « l'État français », c'est-à-dire le régime de Vichy, se fondent sur cette politique visant à casser la concentration ouvrière.

Car le « retour à la terre » est dans une logique totalement planificatrice, dans l'esprit des idéologies fascistes de l'époque. Telle est l'optique du comité d'étude de l'habitation et de la construction immobilière fondé en juin 1941, qui ne pourra pas pour autant réaliser ses « plans » dans le chaos des années de guerre. Mais

le fascisme vise le corporatisme, le syndicalisme national de chaque couche sociale : la décentralisation joue un rôle essentiel dans l'amointrissement des contradictions sociales.

Ainsi, les technocrates ayant participé aux projets pétainistes n'ont pas été inquiétés par l'épuration et ont continué leur carrière dans des structures aux noms simplement modifiés. L'œuvre d'Auguste Perret, l'architecte de la reconstruction du Havre, se situe ainsi ouvertement dans la continuité de l'idéologie technocratique dominante, sans aucune rupture.

Pareillement, l'Ordre des architectes a été créé en 1941, et est un témoignage de la « découverte » de l'importance du contrôle social par l'aménagement du territoire. Avaient également été créés des inspecteurs généraux de l'urbanisme, préfigurant les actuels directeurs départementaux de l'équipement.

La naissance à la Libération d'un Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) se situe également dans le prolongement de la Délégation générale à l'équipement national née en 1940 : l'administration n'y est pas changée ! Toutes les questions urbaines sont gérées par les mêmes personnes que sous Vichy et toute la tradition reste, à ceci près qu'un élément nouveau apparaît : le principe des grands ensembles.

Ce principe de construire des grands ensembles est véritablement sorti des trente glorieuses, c'est-à-dire des années 1945-1975 caractérisées par une grande croissance économique du capitalisme français sur les ruines des destructions causées par la guerre mondiale. La politique de construction des grands ensembles n'aurait jamais pu voir le jour sans le formidable appareil créé par Vichy. Mais elle se fonde également sur l'esprit social-démocrate qui s'est développé dans les années 1920.

Le premier grand ensemble en France est en effet la cité de la Muette, à Drancy. S'il suit le centre-ville de Villeurbanne et les cités de Châtenay-Malabry et de Bagneux, il est le premier totalement standardisé : tous les

éléments sont identiques, depuis la barre jusqu'à la tour, toutes les pièces de robinetteries et de sanitaires sont fabriquées en série. Au total, 1 200 logements sont répartis sur une dizaine d'hectares, dix barres parallèles de deux ou trois étages sont reliées entre elles par cinq gratte-ciels de quinze étages chacun.

Le destin de cette cité est symbolique de cette logique d'exploitation. Non seulement elle n'est pas terminée, mais elle va être occupée par des gardes-mobiles chargés d'intervenir dans Paris, pour enfin accueillir des prisonniers de guerre et à partir de 1941 des personnes d'origine juive en partance pour les camps de la mort. En 1950, les immeubles deviennent des HLM.

L'exemple est très parlant : le principe des grands ensembles est en effet indissociable d'une pensée planificatrice, propre aux années 1920-1930. La vie populaire a indéniablement été façonnée par l'idéologie social-démocrate. Les cités sont dans les années 1920-1940 des projets municipaux sociaux-démocrates, avant d'être une politique d'État dans les années 1950-1970.

Les grands ensembles se voient généralisés, avant le frein du 21 mars 1973, date d'une circulaire ministérielle signée par le ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports Olivier Guichard, circulaire « visant à prévenir la réalisation des formes d'urbanisation dites « grands ensembles » et à lutter contre la ségrégation sociale par l'habitat. »

En 20 ans, environ 300 000 logements ont été construits chaque année (contre 10 000 par an au début 1950), l'écrasante majorité étant « aidée » par l'État (primes à la construction, prêts à taux réduit, etc. avec un rôle essentiel de la Caisse des dépôts et consignations), et presque la majorité (43 % en 1962) est en banlieue parisienne, où l'État reconnaît en 1966 qu'encre 50 000 personnes vivent dans plus d'une centaine de bidonvilles. C'est en partie l'époque des « zones à urbaniser en priorité » ; de 1959 à 1967, 195 ZUP sont aménagées, soit 803 000 logements.

Leur réalisation est mégalomane et inhumaine à la fois. Commencé en mars 1958, le quartier du Haut-du-Lièvre de Nancy s'appuie essentiellement sur deux barres : le Cèdre bleu (400 mètres, 15 niveaux, 917 logements) et le Tilleul argenté (300 mètres, 17 niveaux, 716 logements). La presse locale parle des « plus longues barres d'Europe », même si en fait en Yougoslavie « autogestionnaire » existe déjà une barre d'un kilomètre dans le quartier de la « nouvelle Belgrade. »

Pour la construction, une petite usine est implantée sur place, ainsi qu'une grue sur rail. Si le quartier a 16 000 habitants en 1966, entre 1970 et 1976 la totalité des logements a changé de locataires ! Classée « zone urbaine sensible » en 1996, le quartier a vu en 2007 son code postal (54100) changé pour prendre celui de Nancy (54000) et ne pas « stigmatiser » les habitants.

Le principal architecte du Haut-du-Lièvre est Bernard Zehrfuss, qui a également été de 1943 à 1948 le directeur du service d'architecture de la direction des travaux publics... du protectorat de Tunisie, après avoir obtenu le premier grand prix de Rome en 1939 pour un projet de « palais de l'empire colonial français ». Il sera également l'architecte de l'usine Renault de Flins et de la « cité Flins » !

C'est un terrible symbole de l'oppression, dans le cadre de la contradiction entre les villes et les campagnes.

Parmi les grands ensembles les plus connus, on peut citer les Bleuets à Créteil, la Pierre Collinet à Meaux, les Grandes Terres à Marly-le-Roi, les Courtilières à Pantin, le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, la cité des 4 000 à La Courneuve...

Et il faut ici souligner le rôle d'une figure politique comme Henri Sellier. Ministre de la Santé Publique sous le gouvernement de Front Populaire, maire de Suresnes en banlieue parisienne pendant 22 ans, conseiller général de la Seine, président de l'Office des Habitations à Bon Marché du département de la Seine,

fondateur de l'Association française pour l'urbanisme, il s'est fait notamment connaître pour sa publication de 1921 : « La crise du logement et l'intervention publique en matière d'habitat populaire ».

Sellier est celui qui dans l'entre-deux-guerres a mis en place en France les « cités-jardins », dont l'objectif était « d'édifier des agglomérations propres à assurer le décongestionnement de Paris et de ses faubourgs » et dont l'un des exemples les plus connus est la « cité-jardin » de Suresnes, répartie sur 42 hectares dominant la Seine, avec ses 2 500 logements collectifs et individuels, et ses équipements médicaux, scolaires, commerciaux, religieux, etc.

Une vie sociale entièrement façonnée par le capitalisme, et « modernisée » par le fascisme et la social-démocratie : si l'on veut mener à bien la révolution socialiste, il faut impérativement comprendre cette question se posant à la lumière du marxisme-léninisme-maoïisme.

6.

La contradiction entre les villes et les campagnes avait été comprise par les classiques du communisme, aux XIXe et XXe siècles.

Cependant, c'est en ce début de XXIe siècle que la question se pose dans toute sa dimension, de par ses portées assassines, et de par le symbole : le passage du cap des 50 % de la population mondiale vivant dans les villes.

Bien entendu, ces « villes » n'ont que peu à voir avec les villes produites par la civilisation au cours des siècles et profitant du capitalisme pour s'affirmer comme centres culturels mondiaux.

Car il n'y a en fait que très peu de grands centres culturels mondiaux urbains, tels Paris, Londres, New York, Barcelone, Prague, Rome, Venise, Florence, Vienne, Bruxelles, Amsterdam...

Alors qu'il y a de très nombreux pôles urbains de plus en plus gigantesques, consistant en un mélange de quartiers « favorisés » et de zones «

défavorisées », relevant parfois du bidonville.

Le « droit à la ville » est une chose inconnue de la quasi totalité de la planète ; seule l'élite des bourgeoisies mondiales profitent réellement d'un environnement urbain de « qualité ».

Ceci est un fait essentiel, à comprendre impérativement pour saisir les objectifs de la révolution socialiste. Le socialisme représente un saut qualitatif sur le plan culturel, c'est une véritable révolution de la civilisation.

La bourgeoisie, à partir de sa transformation en force réactionnaire, n'a plus été capable de construire des pôles urbains de civilisation ; ses seules réalisations culturelles profitent de la période du XIXe siècle et du début du XXe siècle, où de nouvelles villes se sont ajoutées à la liste des grands pôles historiques de culture et de civilisation ayant existé dans les périodes précédentes.

Dans ce cadre, les villes répondent également, évidemment, à la loi de la contradiction. Ainsi, un environnement urbain de qualité au sein de la société capitaliste consiste en une ville ayant une identité architecturale, de nombreux musées et bâtiments historiques, de nombreux lieux de divertissement culturel (théâtres, cinémas, salles de concert, etc.).

Cet environnement est destiné à la bourgeoisie ; les masses mondiales n'ont que difficilement ou pas du tout accès à ces villes, qui exercent une fascination culturelle et idéologique très importante.

Pour les masses, il ne reste que des zones permettant au capitalisme d'être le plus efficace possible et d'appliquer le principe « métro – boulot – dodo » ; les centres commerciaux à la périphérie des villes sont le pendant de la centralisation de la richesse, dans une sorte d'immense pyramide sociale.

Cela n'est toutefois pas le caractère le plus marquant des trente dernières années, car cette tendance à l'existence de quartiers bourgeois dans chaque ville, par opposition aux quartiers populaires et alors que les villes principales

centralisent les richesses, était déjà présente.

Les villes nées véritablement au XXe siècle ne font que reproduire le schéma bourgeois du passé, sans pour autant être capables de devenir de véritables pôles culturels.

En fait, l'aspect principal des trente dernières années dans le domaine de la contradiction entre les villes et les campagnes a consisté en les investissements capitalistes massifs dans les campagnes.

Si auparavant à côté des grands pays impérialistes n'existaient que des pays semi-coloniaux semi-féodaux, de plus en plus certains pays dépassent leur caractère semi-féodal, pour devenir semi-capitalistes, mais avec un capitalisme imposé par en haut, à la manière des « Junkers » en Prusse.

L'Amérique latine est une zone géographique très marquée par une telle évolution, qui répond à un besoin du capital de se reproduire de manière élargie.

Pesticides, OGM, empoisonnement massif d'un côté (des marées noires aux catastrophes industrielles ou nucléaires en passant par la pollution généralisée), utilisation massive des animaux dans la production alimentaire de l'autre : telle est la réalité désormais claire pour nous en ce début de XXIe siècle.

Le document Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit soulignait la démarche du capitalisme ces trente à cinquante dernières années, avec des chiffres très parlants.

La production de viande était de 75 millions de tonnes en 1961, de 265 millions aujourd'hui, et elle sera de 465 millions de tonnes à l'horizon 2050...

Cela va de pair avec la dévastation de la planète pour pouvoir obtenir une production de cette sorte, sans parler des conséquences physiques et morales, alors que le capitalisme devenant monopoliste façonne la vie des masses

populaires, imposant une alimentation fondée sur l'utilisation des animaux de manière industrielle.

Mais cela n'est pas tout. Toute la géographie mondiale est en passe d'être modifiée par le capitalisme, qui ne compte rien laisser à la vie sauvage. Absolument tout doit être intégré dans la production capitaliste, afin de permettre l'élargissement du profit.

Ainsi 60 000 hectares de terres naturelles ou agricoles disparaissent chaque année en France sous l'effet de l'urbanisation.

À Nice (avec le Paillon) et Marseille (avec l'Huveaune), la rivière a été recouverte afin qu'on ne la voit pas et que l'on puisse agrandir la surface de la ville ; le capitalisme a réalisé des projets comme Port-Grimaud, sorte de petite Venise entièrement artificielle, avec des canaux et des ponts, construite par des capitaux privés en 1964, alors que la construction de Port-Camargue, plus grand port de plaisance d'Europe, a été un projet lancé en 1963, aux dépens d'une grande zone naturelle, petit paradis des animaux et de la population.

Le capitalisme se pose ainsi comme un mouvement tentant de dénaturer l'humanité de manière totale et absolue, ce qui évidemment est impossible et provoque quantité de maladies, tant physiques que mentales.

L'univers de l'être humain se réduit de telle manière qu'il peut justement maintenant comprendre quelle révolution est nécessaire.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre les mouvements anticapitalistes de type romantique, comme celui des Blacks Blocks attaquant les symboles du capitalisme dans les villes, ou encore les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center.

Les riches centres-villes et les gratte-ciels (Pirelli à Milan, la Banque canadienne nationale à Montréal, le Sears à Chicago, le Chrysler Building à New York, etc.) sont des symboles, et l'anticapitalisme romantique vise toujours des

symboles.

Mais nous communistes, nous ne devons pas nous contenter des symboles : en changeant le mode de production, en dépassant le capitalisme, nous devons réorganiser les villes et les campagnes, organisées jusque-là selon les besoins du capitalisme seulement.

7.

La contradiction entre les villes et les campagnes a clairement atteint une maturité certaine en ce début de XXI^e siècle. Cela signifie deux choses : la première, c'est que la perspective communiste peut être définie, au moins dans ses traits généraux.

La seconde, c'est que la révolution socialiste se déroulera conformément au cadre établi par la contradiction entre les villes et les campagnes, prolongement de la contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (et les masses populaires en général).

Cela n'a rien d'étonnant : la stratégie bolchevik tout comme la stratégie des communistes de Chine sous la direction de Mao Zedong ont été déterminées par les conditions concrètes de la prise du pouvoir.

En Russie, la révolution a ainsi commencé dans les villes, pour se prolonger dans les campagnes. En Chine, la révolution a commencé dans les campagnes, pour se prolonger dans les villes.

On peut sans nul doute affirmer qu'en France, où les villes ont d'une certaine manière « absorbé » les campagnes, campagnes de fait devenues capitalistes avec un haut niveau de productivité, la révolution socialiste se déroulera dans les villes et dans les campagnes, simultanément.

Il faut considérer qu'en France, villes et campagnes ne forment plus qu'un gigantesque réseau capitaliste ; il n'y a pas de zone « arriérée » sur le plan capitaliste.

Par contre, il est évident qu'à l'inverse le capitalisme profite d'une hégémonie culturelle

énorme dans « l'arrière-pays », hégémonie ayant déjà causé la défaite de la révolution de 1871, de la révolte de mai – juin 1968.

Cet arrière-pays grandit, formant une zone rurale : une fausse ville, s'étalant dans les campagnes devenues capitalistes. La révolution socialiste doit donc disposer d'une stratégie alliant dans un même élan les villes et les campagnes, c'est-à-dire les centres urbains et les zones rurales.

Cela ne peut évidemment être fait qu'en établissant de solides fondements idéologiques et culturels, c'est-à-dire par l'affirmation du programme communiste de dépassement de la contradiction entre les villes et les campagnes.

La révolution socialiste affirme la nécessité de totalement remodeler le découpage urbain et celui des campagnes ; elle affirme la nécessité de faire reculer les villes pour permettre à la nature d'exister de nouveau de manière sauvage, et la nécessité de construire de nouvelles zones humaines, profitant des avantages des villes mais sans avoir leur identité opposée à la nature en raison du capital.

Il y a donc une véritable révolution culturelle à mener en France, dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Car le rurbanisme s'accélère, et est l'expression de l'invasion de la nature par la ville, sous la forme d'habitations le plus souvent individuelles, impliquant un coût écologique énorme et une vie désocialisée et ennuyeuse, centrée simplement sur la vie familiale.

Selon le recensement de l'Insee, 23,3 millions de personnes vivent dans les campagnes, contre moins de 20 millions dans les années 1960, et le mouvement s'amplifie.

Symbole de cette tendance : Paris devient au niveau national le centre de la bourgeoisie et de l'administration, avec également des emplois « peu qualifiés » s'appuyant sur une immigration conséquente, tandis que les habitants de l'Île-de-France partent ailleurs dès qu'ils peuvent, ne tenant plus face à la pression qui s'exprime.

Le même phénomène se retrouve, à différentes échelles, dans tout le pays.

C'est le chaos capitaliste, avec des infrastructures tellement en retard que 5 millions de personnes en France résident aujourd'hui en zone inondable ; la vétusté des infrastructures et l'imperméabilisation des sols (pour les bâtiments, les voies, les routes...) amènent de grands risques.

Cette conséquence du capitalisme est présentée comme une bonne chose par la petite-bourgeoisie ; selon Hélène Lipietz, une importante responsable des Verts, « le besoin de nature et d'authenticité manifesté par nombre de rurbains est une chance pour donner un second souffle à nos villages et à nos bourgs périphériques, alors que ceux-ci risquaient de se transformer en villages-musées ».

En réalité c'est tout le contraire. Le mouvement rurbain est l'apothéose du non-sens donné à la vie par le capitalisme. Il n'est pas une expression populaire, mais une conséquence de la gigantesque pression économique, tout comme le sont les grands ensembles.

Et de par sa nature, le phénomène rurbain empêche la lutte contre la catastrophe écologique en cours, parce que sa définition même repose sur l'individualisme le plus absolu.

Loin de résoudre la contradiction entre villes et campagnes, les rurbains ne sont plus ni de la ville ni de la campagne, ils n'ont plus d'identité et, de par leur statut de victimes de la crise en tant que classes sociales « coincées » entre la bourgeoisie (qui peut rester dans les villes) et le prolétariat (qui vit là où il peut et comme il peut, notamment dans les grands ensembles), ils forment une base sensible au fascisme.

Le sort de la révolution socialiste se joue ici. Soit la bourgeoisie arrive à entraîner avec elle les rurbains, en s'appuyant sur l'individualisme et le culte de la petite propriété. Le paysage de la France continuera alors d'être clairsemé de zones rurbaines, les derniers espaces naturels étant définitivement intégrés dans ce paysage.

Soit au contraire la classe ouvrière prouve qu'il vaut mieux vivre dans des zones collectives, où la vie dans des immeubles à taille humaine permet une démarche écologique, une solidarité générale, un meilleur développement culturel, une vie véritablement épanouie.

C'est le projet des communes populaires, qui s'intègrent harmonieusement à la nature, s'appuyant sur des zones agricoles reliées aux communes populaires, et protégeant de très larges espaces à la nature sauvage.

L'alternative pour les 30 prochaines années en France est la suivante : soit la continuation du capitalisme avec généralisation de centres-villes riches et ayant tendance à former une oligarchie, et étalement toujours plus grand des zones rurbaines, jusqu'à l'absorption complète de la nature.

Et finalement la généralisation de la barbarie pour une longue période, en raison du caractère dénaturé de l'humanité et de l'effondrement de toutes les valeurs de civilisation.

Soit la révolution socialiste, signifiant l'arrêt de la destruction de la nature, par le recul des villes et la construction de communes populaires conjuguant de manière harmonieuse nature et culture.

Tel est le sens du slogan du PCMLM : Socialisme ou retombée dans la barbarie !